

Art. 2. L'article 14 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 14. Les montants suivants sont imputés au budget d'une année déterminée :

1° sur le crédit d'engagement : le montant des obligations contractées au cours de l'année budgétaire, conformément aux dispositions de l'article 5;

2° sur le crédit d'ordonnancement : les sommes ordonnancées au cours de l'année budgétaire. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Art. 4. Le Ministre flamand qui a la Culture dans ses attributions et le Ministre flamand qui a les Finances et le Budget dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 décembre 2002.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
P. DEWAELE

Le Ministre flamand des Finances et du Budget, de l'Innovation, des Médias et de l'Aménagement du Territoire,
D. VAN MECHELEN

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Culture, de la Jeunesse
et de la Fonction publique,
P. VAN GREMBERGEN

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2003 — 484

[2003/200059]

19 DECEMBRE 2002. — Décret modifiant le décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. L'intitulé du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne est modifié comme suit : « Décret concernant l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne ainsi que la mise en application en Région wallonne des règlements (C.E.E.) n° 2081/92 et n° 2082/92 ».

Art. 2. Dans le même décret, l'intitulé du chapitre I^{er} est remplacé par l'intitulé suivant : « Des appellations d'origine pour les produits non visés par le règlement (C.E.E.) n° 2081/92 ».

Dans le même décret, les intitulés « Chapitre II — Dispositions communes », « Section 1^{re} — Du cadre général », « Section 2 — De la recherche et de la constatation des infractions », « Section 3 — Des sanctions pénales », « Chapitre III — De l'appellation d'origine locale » et « Chapitre IV — De l'appellation d'origine wallonne » sont supprimés.

Dans le même décret, les mots « l'Exécutif régional » ou les mots « l'Exécutif » sont partout remplacés par les mots « le Gouvernement ».

Art. 3. L'article 1^{er}, § 1^{er}, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique aux produits non visés par le règlement (C.E.E.) n° 2081/92 du Conseil des Communautés européennes du 14 juillet 1992 relatif à la protection des indications géographiques et des appellations d'origine des produits agricoles et des denrées alimentaires. »

A l'article 1^{er}, § 2, du même décret, le mot « décret » est remplacé par le mot « chapitre ».

Art. 4. A l'article 2 du même décret, les mots « sous le label de qualité wallon » sont supprimés.

Art. 5. A l'article 3, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « de qualité ou » et les mots « selon le cas » sont supprimés.

Art. 6. A l'article 5 du même décret, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, 1° et 2°, les mots « de qualité ou » sont supprimés;

2° le paragraphe 2 est abrogé.

Art. 7. A l'article 6 du même décret, les mots « des labels de qualité et des appellations d'origine » sont supprimés.

Art. 8. A l'article 7 du même décret, supprimer les mots « de l'attestation de qualité ou » et ajouter un alinéa rédigé comme suit :

« Le Gouvernement arrête la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen de la demande visée à l'article 7. »

Art. 9. L'article 8 du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 8. § 1^{er}. Il est institué une commission consultative scientifique pour les produits non agro-alimentaires, dont la composition et les statuts sont fixés par le Gouvernement.

§ 2. Cette commission comprend des représentants :

1° d'institutions universitaires;

2° de centres de recherche scientifique;

3° d'institutions d'enseignement supérieur non universitaire;

4° des administrations régionales concernées.

Elle peut inviter à participer à ses travaux à titre consultatif des experts de son choix, notamment des fonctionnaires d'une administration fédérale.

Le Gouvernement arrête la répartition des représentants de ces groupes. Il nomme ces représentants pour une durée déterminée, renouvelable.

§ 3. La commission a pour tâches :

1° de rendre un avis sur toute proposition de cahier des charges et de modification d'un cahier des charges émise par les bénéficiaires d'une attestation d'origine;

2° la surveillance générale des organismes certificateurs;

3° de rendre un avis sur les conflits de compétence entre les organismes certificateurs ainsi que sur les conflits entre les organismes certificateurs et les bénéficiaires d'une attestation d'origine.

Elle rend son avis sur la demande dans le délai prévu par le Gouvernement; ce délai ne peut être inférieur à un mois.

Elle émet également un avis sur tout autre projet ou question qui lui est soumis par le Gouvernement.

A défaut d'avis dans le délai imparti, il est réputé favorable. »

Art. 10. L'article 9 du même décret est abrogé.

Art. 11. L'article 10 du même décret est abrogé.

Art. 12. A l'article 11 du même décret, les mots « à l'article 12 du » sont remplacés par le mot « au ».

Art. 13. L'article 12 du même décret est abrogé.

Art. 14. A l'article 13 du même décret, les mots « appellation d'origine » sont remplacés par les mots « appellation d'origine locale ».

Art. 15. A l'article 14 du même décret sont apportées les modifications suivantes :

1. au paragraphe 1^{er}, les mots « chapitre II du présent décret » sont remplacés par les mots « présent chapitre »;

2. au paragraphe 3, les mots « des labels de qualité et des appellations d'origine » sont remplacés par les mots « visée à l'article 8 »;

3. au paragraphe 3, les deuxième et troisième alinéas sont supprimés.

Art. 16. Dans le même décret, il est inséré un nouveau chapitre II rédigé comme suit : « Chapitre II — Des appellations d'origine et des indications géographiques pour les produits visés par le règlement (C.E.E.) n° 2081/92 ».

Ce chapitre comprend les nouveaux articles 14*bis* à 14*quater*.

« Art. 14*bis*. § 1^{er}. Au sens du présent article et de l'article 14*ter*, on entend par :

a. « appellation d'origine » : le nom de la Région wallonne, d'une partie de son territoire ou d'un lieu déterminé sur son territoire, qui sert à désigner un produit agricole ou une denrée alimentaire :

— originaire de la Région wallonne, d'une partie de son territoire ou de ce lieu déterminé;

— et dont la qualité ou les caractères sont dus essentiellement ou exclusivement au milieu géographique comprenant les facteurs naturels et humains et dont la production, la transformation et l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée;

b. « indication géographique » : le nom de la Région wallonne, d'une partie de son territoire ou d'un lieu déterminé sur son territoire, qui sert à désigner un produit agricole ou une denrée alimentaire :

— originaire de la Région wallonne, d'une partie de son territoire ou de ce lieu déterminé;

— et dont la qualité déterminée, la réputation ou une autre caractéristique peut être attribuée à cette origine géographique et dont la production et/ou la transformation et/ou l'élaboration ont lieu dans l'aire géographique délimitée.

Est assimilée à une appellation d'origine une dénomination traditionnelle, géographique ou non, désignant un produit agricole ou une denrée alimentaire qui répond aux deux conditions énoncées sous le point a. ci-avant.

§ 2. La demande d'enregistrement d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique aux fins de la protection communautaire en vertu du règlement (C.E.E.) n° 2081/92 est introduite auprès du Gouvernement.

Seul un groupement ou la personne physique ou morale habilitée en vertu des articles 5, § 1^{er}, et 15 dudit règlement peut introduire la demande. On entend par groupement toute organisation, quelle qu'en soit la forme juridique, ou la composition de producteurs et/ou de transformateurs concernés par le même produit agricole ou par la même denrée alimentaire; d'autres parties intéressées peuvent prendre part au groupement.

La demande ne peut être introduite que pour les produits ou les denrées alimentaires que le demandeur produit ou obtient et qui répondent aux conditions énoncées au paragraphe 1^{er} du présent article pour qu'une appellation d'origine ou une indication géographique leur soit attribuée.

La demande est motivée et assortie des justifications utiles. Elle comprend notamment le cahier des charges requis par l'article 4 du règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

§ 3. Le Gouvernement vérifie que la demande est justifiée conformément au règlement (C.E.E.) n° 2081/92; dans la négative, il notifie sa décision motivée au demandeur; dans l'affirmative, il constate que la demande est justifiée et que l'appellation d'origine ou l'indication géographique est reconnue, à titre transitoire, par la Région wallonne. L'arrêté, qui ordonne aussi la transmission de la demande d'enregistrement communautaire à la Commission européenne, est publié au *Moniteur belge* dans les meilleurs délais.

§ 4. Le Gouvernement arrête la forme et le contenu de la demande, en tenant compte de l'article 4 du règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

Il arrête la procédure à suivre pour l'introduction et l'examen de ladite demande.

§ 5. Il est institué une commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires, dont la composition et les statuts sont fixés par un arrêté du Gouvernement.

Cette commission comprend des représentants :

- 1° d'institutions universitaires;
- 2° de centres de recherche scientifique;
- 3° d'institutions d'enseignement supérieur non universitaire;
- 4° des administrations régionales concernées.

Elle peut inviter à participer à ses travaux à titre consultatif des experts de son choix, notamment des fonctionnaires d'une administration fédérale.

Le Gouvernement arrête la répartition des représentants de ces groupes. Il nomme ces représentants pour une durée déterminée, renouvelable.

§ 6. La commission a pour tâches :

- 1° de rendre un avis sur toute proposition de cahier des charges et de modification d'un cahier des charges;
- 2° de rendre un avis sur tout plan de contrôle d'un cahier des charges reconnu proposé par un organisme de contrôle dans le but d'obtenir l'agrément du Gouvernement;
- 3° la surveillance générale des organismes de contrôle;
- 4° de rendre un avis sur les conflits de compétence entre les organismes de contrôle ainsi que sur les conflits entre les organismes de contrôle et les titulaires d'une autorisation d'usage d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique.

Elle rend son avis sur la demande d'enregistrement dans le délai prévu par le Gouvernement; ce délai ne peut être inférieur à un mois et supérieur à trois mois.

Elle émet également un avis sur tout autre projet ou question qui lui est soumis par le Gouvernement.

A défaut d'avis dans le délai imparti, il est réputé favorable.

Le Gouvernement détermine les modalités de fonctionnement de la commission.

§ 7. Toute personne justifiant d'un intérêt légitime a accès à la demande depuis l'adoption de l'arrêté dont question au paragraphe 3 de l'article 14bis jusqu'à l'expiration des six mois qui suivent la publication de la demande au *Journal officiel des Communautés européennes*, conformément à l'article 6, § 2, du règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

§ 8. Le présent article s'applique également à toute demande de modification du cahier des charges d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique, conformément à l'article 9 du règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

Art. 14ter. § 1^{er}. Le Gouvernement agréé, conformément à l'article 10 du règlement (C.E.E.) n° 2081/92 et selon les règles arrêtées par lui, les organismes de contrôle chargés de vérifier que les produits agricoles et les denrées alimentaires portant une appellation d'origine ou une indication géographique correspondent au cahier des charges applicable. Il fixe les tarifs maxima des redevances dues par les producteurs ou transformateurs.

Le Gouvernement procède au besoin à la désignation d'office d'un organisme de contrôle pour examiner la demande ou l'activité d'un producteur ou d'un transformateur.

§ 2. L'autorisation d'usage d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique est délivrée au producteur ou au transformateur par le Gouvernement, ou l'organisme désigné par lui, après vérification du respect du cahier des charges. Au moins une fois l'an, il est procédé au contrôle complet du respect du cahier des charges par les producteurs ou les transformateurs titulaires d'une telle autorisation, sans préjudice d'autres contrôles à tout moment.

Le résultat de chaque contrôle est envoyé par l'organisme de contrôle au producteur ou au transformateur concerné, d'une part, et au Gouvernement ou à l'organisme désigné par lui, d'autre part.

Au cas où le Gouvernement ou l'organisme désigné par lui estime le contrôle négatif, notification immédiate en est faite au producteur ou au transformateur concerné.

Le Gouvernement ou l'organisme désigné par lui, après audition du producteur ou du transformateur concerné, retire l'autorisation d'usage de l'appellation d'origine ou de l'indication géographique si la non-conformité persiste plus d'un mois après la notification susdite au producteur ou au transformateur; celui-ci a le droit de requérir un contre-examen par un autre organisme de contrôle. Est assimilé à un résultat négatif le refus du contrôle ou l'obstruction mise à celui-ci.

Art. 14^{quater}. Toute personne physique ou morale légitimement concernée et établie ou domiciliée en Région wallonne peut introduire auprès du Gouvernement une déclaration dûment motivée en vue d'une opposition à l'enregistrement envisagé par la Commission européenne d'une appellation d'origine ou d'une indication géographique selon le règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

Cette déclaration doit être introduite au plus tard dans les cinq mois qui suivent la publication de la demande telle que prévue à l'article 6, § 2, du règlement (C.E.E.) n° 2081/92.

La déclaration d'opposition est transmise à la Commission européenne dans les six mois suivant cette même publication.

Le Gouvernement détermine les modalités d'application du présent article. »

Art. 17. Dans le même décret, il est inséré un nouveau chapitre III rédigé comme suit : « Chapitre III — Des attestations de spécificité dont le nom vise tout ou partie du territoire de la Région conformément à l'article 5, § 4, du règlement (C.E.E.) n° 2082/92 ».

Ce chapitre comporte l'article ci-dessous :

« Art. 14^{quinquies}. § 1^{er}. Le chapitre II du présent décret s'applique également aux attestations de spécificité dont la protection est demandée en vertu du règlement (C.E.E.) n° 2082/92 du Conseil du 14 juillet 1992 relatif aux attestations de spécificité des produits agricoles et des denrées alimentaires, lorsque le nom visé à l'article 5 de ce règlement comprend un terme géographique visant tout ou partie du territoire de la Région wallonne ou un lieu déterminé dans ce territoire ou lorsqu'il est rédigé en wallon ou suggère autrement un lien avec ledit territoire en tout ou en partie.

§ 2. Seul un groupement est habilité à introduire auprès du Gouvernement une demande tendant à faire enregistrer la spécificité d'un produit agricole ou d'une denrée alimentaire, telle que visée ci-avant.

§ 3. Le Gouvernement assure la transmission à la Commission européenne de la déclaration prévue à l'article 11, § 3, du règlement susdit dans le délai fixé par le paragraphe 4 du même article, à la requête de tout producteur ou transformateur établi en Région wallonne.

La déclaration visée à l'article 15, § 2, du même règlement est introduite auprès du Gouvernement, selon les modalités que celui-ci détermine. »

Art. 18. Dans l'intitulé du chapitre V du même décret, les mots « Chapitre V » sont remplacés par les mots « Chapitre IV ».

Art. 19. Dans le même décret, l'article 15, § 2, est remplacé par la disposition suivante :

« § 2. Les labels de qualité reconnus en vertu du présent décret avant la date d'entrée en vigueur des articles 14^{bis} à 14^{quinquies} restent reconnus et protégés pendant dix-huit mois après cette date conformément aux dispositions antérieurement en vigueur. Les groupements de producteurs propriétaires d'un label de qualité wallon reconnu en vertu du présent décret avant la date d'entrée en vigueur des articles 14^{bis} à 14^{quinquies} bénéficient de la marque collective communautaire dont la Région sera propriétaire selon les dispositions du règlement (C.E.E.) n° 40/94 dès le dépôt de celle-ci. »

Art. 20. Jusqu'à ce que la commission consultative scientifique pour les produits non agroalimentaires soit composée, conformément à l'article 8 du décret du 7 septembre 1989 concernant l'attribution du label de qualité wallon, l'appellation d'origine locale et l'appellation d'origine wallonne, tel que modifié par le présent décret, ses attributions sont exercées par la commission des labels de qualité et des appellations d'origine, telle qu'elle est constituée en vertu du décret précité.

Cette même commission exercera les fonctions de la commission consultative scientifique pour les produits agroalimentaires, jusqu'à ce que celle-ci soit composée conformément à l'article 14^{bis} du même décret, inséré par le présent décret.

Art. 21. Le présent décret entre en vigueur le premier jour du mois qui suit sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 19 décembre 2002.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,
S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,
J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Equipement et des Travaux publics,
M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,
M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,
J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme M. ARENA

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil 392 (2002-2003) n°s 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance publique du 18 décembre 2002.

Discussion. Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2003 — 484

[2003/200059]

19. DEZEMBER 2002 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des Lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen und wir, Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - Der Titel des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des Lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs wird wie folgt abgeändert: "Dekret über die Bezeichnung des Lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs sowie über die Umsetzung der Verordnungen (EWG) Nr. 2081/92 und Nr. 2082/92 auf dem Gebiet der Wallonischen Region".

Art. 2 - In demselben Dekret wird der Titel des ersten Kapitels durch folgenden Titel ersetzt: "Ursprungsbezeichnungen jener Erzeugnisse, die in der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 nicht angeführt werden".

In demselben Dekret werden die Titelbezeichnungen "Kapitel II. - Gemeinsame Bestimmungen, "Abschnitt 1 - Allgemeiner Rahmen", "Abschnitt 2 - Ermittlung und Festlegung der Zuwiderhandlungen", "Abschnitt 3 - Strafmaßnahmen", "Kapitel III. - Die Bezeichnung des lokalen Ursprungs" und "Kapitel IV. - Die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs" gestrichen.

In demselben Dekret wird der Wortlaut "die Regionalexekutive" oder der Wortlaut "die Exekutive" stets durch den Wortlaut "die Regierung" ersetzt.

Art. 3 - Artikel 1, § 1 desselben Dekrets wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "§ 1. Das vorliegende Kapitel ist anwendbar auf jene Erzeugnisse, die in der Verordnung Nr. 2081/92 des Rates der Europäischen Gemeinschaften vom 14. Juli 1992 zum Schutz von geographischen Angaben und Ursprungsbezeichnungen für Agrarerzeugnisse und Lebensmittel nicht angeführt werden."

In Artikel 1, § 2 desselben Dekrets wird der Begriff "Dekret" durch den Begriff "Kapitel" ersetzt.

Art. 4 - In Artikel 2 desselben Dekrets wird der Wortlaut "unter dem wallonischen Qualitätszeichen" gestrichen.

Art. 5 - In Artikel 3, Absatz 1 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Qualitäts- oder" und der Wortlaut ", je nach Fall," gestrichen.

Art. 6 - Artikel 5 desselben Dekrets wird wie folgt geändert:

1° In Paragraph 1, 1° und 2° wird der Wortlaut "Qualitäts- oder" gestrichen;

2° Paragraph 2 wird aufgehoben.

Art. 7 - In Artikel 6 desselben Dekrets wird der Wortlaut "für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen" gestrichen.

Art. 8 - In Artikel 7 desselben Dekrets ist der Wortlaut "der Qualitätsbescheinigung bzw. » zu streichen und ein Absatz mit folgendem Wortlaut hinzuzufügen:

"Die Regierung legt das auf das Einreichen und die Prüfung der in Artikel 7 angeführten Anträge anzuwendende Verfahren fest."

Art. 9 - Artikel 8 desselben Dekrets wird durch die nachfolgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 8 - § 1. Es wird ein wissenschaftlicher Beratungsausschuss für die Erzeugnisse, die nicht zu den landwirtschaftlichen Nahrungsmitteln gehören, eingesetzt. Die Zusammensetzung und die Satzungen dieses Ausschusses werden von der Regierung festgelegt.

§ 2. Dieser Ausschuss umfasst Vertreter:

1° der universitären Einrichtungen;

2° der wissenschaftlichen Forschungszentren;

3° der Einrichtungen des nicht-universitären Hochschulwesens;

4° der betreffenden regionalen Verwaltungen.

Er kann Experten seiner Wahl, u.a. Beamte einer föderalen Verwaltung, auffordern, sich mit beratender Funktion an den Arbeiten zu beteiligen.

Die Regierung beschließt die Zusammensetzung der Vertreter dieser Instanzen. Sie ernennt diese Vertreter für einen bestimmten und erneuerbaren Zeitraum.

§ 3. Der Ausschuss nimmt folgende Aufgaben wahr:

1° er erteilt Gutachten über jeden Vorschlag eines Lastenhefts und jede Abänderung eines Lastenhefts, die von den Inhabern einer Ursprungsbezeichnung eingereicht werden;

2° er gewährleistet die allgemeine Überwachung der bescheinigenden Stellen;

3° er erteilt ein Gutachten über die Kompetenzkonflikte zwischen den bescheinigenden Stellen sowie über die Konflikte zwischen den bescheinigenden Stellen und den Inhabern einer Ursprungsbezeichnung. Er erteilt sein Gutachten über den Antrag innerhalb der von der Regierung vorgesehenen Frist; diese Frist darf nicht weniger als einen Monat betragen.

Er erteilt ebenfalls ein Gutachten über alle sonstigen Projekte oder Fragen, die ihm von der Regierung unterbreitet werden.

Wird innerhalb der vorgesehenen Frist kein Gutachten erteilt, so gilt dieses als positiv".

Art. 10 - Artikel 9 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 11 - Artikel 10 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 12 - In Artikel 11 desselben Dekrets wird der Wortlaut "in Artikel 12 dieses Dekrets" durch den Wortlaut "im vorliegenden Dekret" ersetzt.

Art. 13 - Artikel 12 desselben Dekrets wird aufgehoben.

Art. 14 - In Artikel 13 desselben Dekrets wird der Wortlaut "Ursprungsbezeichnung" durch den Wortlaut "Bezeichnung des lokalen Ursprungs" ersetzt.

Art. 15 - Artikel 14 desselben Dekrets wird folgendermaßen abgeändert:

1. in Paragraph 1 wird der Wortlaut "Kapitel II dieses Dekrets" durch den Wortlaut "dieses Dekrets" ersetzt;
2. in Paragraph 3 wird der Wortlaut "der Kommission für die Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen" durch den Wortlaut "dem in Artikel 8 angeführten Ausschuss" ersetzt;
3. in Paragraph 3 werden der zweite und der dritte Gedankenstrich gestrichen.

Art. 16 - In demselben Dekret wird ein neues Kapitel II eingefügt mit der Bezeichnung "Kapitel II - Die Ursprungsbezeichnungen und die geographischen Angaben für die in der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 bezeichneten Erzeugnisse".

Dieses Kapitel umfasst die neuen Artikel *14bis*, *14ter* und *14quater*.

"Art. *14bis*. - § 1. Im Sinne des vorliegenden Artikels und des Artikels *14ter* gelten folgende Begriffsbezeichnungen:

a. "Ursprungsbezeichnung": der Name der Wallonischen Region, eines Teils ihres Gebiets oder eines bestimmten Orts auf ihrem Gebiet, der ein Agrarerzeugnis oder ein Lebensmittel bezeichnet,

- das aus der Wallonischen Region, einem Teil ihres Gebiets oder diesem bestimmten Ort stammt und

- das seine Güte oder Eigenschaften überwiegend oder ausschließlich den geographischen Verhältnissen einschließlich der natürlichen und menschlichen Einflüsse verdankt und das in dem begrenzten geographischen Gebiet erzeugt, verarbeitet und hergestellt wurde;

b. "geographische Angabe": der Name der Wallonischen Region, eines Teils ihres Gebiets oder eines bestimmten Orts auf ihrem Gebiet, der ein Agrarerzeugnis oder ein Lebensmittel bezeichnet,

- das aus der Wallonischen Region, einem Teil ihres Gebiets oder diesem bestimmten Ort stammt und

- bei dem sich eine bestimmte Qualität, das Ansehen oder eine andere Eigenschaft aus diesem geographischen Ursprung ergibt und das in dem begrenzten geographischen Gebiet erzeugt und/oder verarbeitet und/oder hergestellt wird.

Als Ursprungsbezeichnungen gelten auch bestimmte traditionelle geographische oder nichtgeographische Bezeichnungen, wenn sie ein Agrarerzeugnis oder ein Lebensmittel bezeichnen, das die beiden unter dem vorangeführten Punkt a. erwähnten Anforderungen erfüllt.

§ 2. Der Antrag auf Eintragung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe wird bei der Regierung eingereicht, um den gemeinschaftlichen Schutz gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 zu gewährleisten.

Dieser Antrag kann nur von einer Vereinigung oder von der natürlichen oder juristischen Person, die aufgrund der Artikel 5, § 1 und 15 der genannten Verordnung dazu berechtigt ist, gestellt werden. Als Vereinigung gilt ungeachtet der Rechtsform oder Zusammensetzung jede Art des Zusammenschlusses von Erzeugern und/oder Verarbeitern des gleichen Agrarerzeugnisses oder Lebensmittels; andere Beteiligte können sich der Vereinigung anschließen.

Der Antrag kann nur für Erzeugnisse oder Lebensmittel eingereicht werden, die der Antragsteller erzeugt oder gewinnt und die den in § 1 des vorliegenden Artikels angeführten Anforderungen genügen, damit ihnen eine Ursprungsbezeichnung oder eine geographische Angabe erteilt wird.

Der Antrag ist zu begründen und alle erheblichen Belege sind ihm beizufügen. Er umfasst u.a. das in Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 erwähnte Lastenheft.

§ 3. Die Regierung prüft, ob der Antrag auf der Grundlage der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 gerechtfertigt ist; wird der Antrag abgelehnt, übermittelt die Regierung dem Antragsteller ihren begründeten Beschluss; wird dem Antrag stattgegeben, stellt die Regierung fest, dass der Antrag gerechtfertigt ist und dass die Ursprungsbezeichnung oder die geographische Angabe übergangsweise von der Wallonischen Region gewährt wird. Der Erlass, durch den auch die Übermittlung des Antrags auf gemeinschaftliche Eintragung an die Europäische Kommission angeordnet wird, wird so schnell wie möglich im Belgischen Staatsblatt veröffentlicht.

§ 4. Die Regierung legt die Form und den Inhalt des Antrags unter Berücksichtigung von Artikel 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 fest.

Sie legt zudem das Verfahren für das Einreichen und die Prüfung des vorerwähnten Antrags fest.

§ 5. Es wird ein wissenschaftlicher Beratungsausschuss für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel eingesetzt.

Die Zusammensetzung und die Satzungen dieses Ausschusses werden von der Regierung festgelegt.

Dieser Ausschuss umfasst Vertreter:

- 1° der universitären Einrichtungen;
- 2° der wissenschaftlichen Forschungszentren;
- 3° der Einrichtungen des nicht-universitären Hochschulwesens;
- 4° der betreffenden regionalen Verwaltungen.

Er kann Experten seiner Wahl, u.a. Beamte einer föderalen Verwaltung, auffordern, sich mit beratender Funktion an den Arbeiten zu beteiligen.

Die Regierung beschließt die Zusammensetzung der Vertreter dieser Instanzen. Sie ernennt diese Vertreter für einen bestimmten und erneuerbaren Zeitraum.

§ 6. Der Ausschuss nimmt folgende Aufgaben wahr:

- 1° er erteilt Gutachten über jeden Vorschlag eines Lastenhefts und jede Abänderung eines Lastenhefts;
- 2° er erteilt Gutachten über jeden Plan zur Kontrolle eines anerkannten Lastenhefts, das von einer Kontroll-einrichtung vorgeschlagen wurde, um die Zulassung der Regierung zu erhalten;
- 3° er gewährleistet die allgemeine Überwachung der Kontrolleinrichtungen;
- 4° er erteilt ein Gutachten über die Kompetenzkonflikte zwischen den Kontrolleinrichtungen sowie über die Konflikte zwischen den Kontrolleinrichtungen und den Inhabern einer Genehmigung zur Verwendung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe. Er erteilt sein Gutachten über den Antrag innerhalb der von der Regierung vorgesehenen Frist; diese Frist darf nicht weniger als ein Monat und nicht mehr als drei Monate betragen.

Er erteilt ebenfalls ein Gutachten über alle sonstigen Projekte oder Fragen, die ihm von der Regierung unterbreitet werden.

Wird innerhalb der vorgesehenen Frist kein Gutachten erteilt, so gilt dieses als positiv.

Die Regierung bestimmt die Arbeitsweise des Ausschusses.

§ 7. Jede Person, die ein berechtigtes Interesse daran vorweisen kann, hat vom Zeitpunkt der Verabschiedung des in Artikel 14bis, § 3 erwähnten Erlasses bis zum Ablauf von sechs Monaten nach der *Veröffentlichung des Antrags im Amtsblatt der Europäischen Gemeinschaften* gemäß Artikel 6, § 2 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 Zugang zum Antrag.

§ 8. Der vorliegende Artikel ist ebenfalls anwendbar auf alle Anträge zur Abänderung des Lastenhefts einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe gemäß Artikel 9 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92.

Art. 14ter - § 1. Die Regierung erteilt den Kontrolleinrichtungen, die damit beauftragt sind, zu prüfen, dass die landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel, die mit einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe versehen sind, die Anforderungen des entsprechenden Lastenhefts erfüllen, gemäß Artikel 10 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 und nach von ihr verabschiedeten Regeln die Zulassung. Sie bestimmt den Höchstbetrag der von den Erzeugern oder Verarbeitern zu entrichtenden Beiträge.

Falls notwendig benennt die Regierung von Amts wegen eine Kontrolleinrichtung zur Überprüfung des Antrags oder der Tätigkeit eines Erzeugers oder eines Verarbeiters.

§ 2. Die Genehmigung zur Verwendung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe wird dem Erzeuger oder dem Verarbeiter von der Regierung oder von einer durch die Regierung bezeichneten Einrichtung ausgestellt, nachdem geprüft wurde, ob die Auflagen des Lastenhefts respektiert werden. Mindestens einmal jährlich wird überprüft, ob die Erzeuger oder die Verarbeiter, die Inhaber einer derartigen Genehmigung sind, die im Lastenheft angeführten Auflagen vollständig erfüllen. Weitere Kontrollen sind jederzeit möglich.

Die Kontrolleinrichtung übermittelt das Ergebnis jeder Kontrolle einerseits dem betreffenden Erzeuger oder Verarbeiter und andererseits der Regierung oder der durch sie bezeichneten Einrichtung.

Sollte die Regierung oder die durch sie bezeichnete Einrichtung im Anschluss an die Kontrolle der Ansicht sein, dass nicht alle Auflagen respektiert werden, wird der betreffende Erzeuger oder Verarbeiter unmittelbar davon in Kenntnis gesetzt.

Nach einer Anhörung des betreffenden Erzeugers oder Verarbeiters entzieht die Regierung oder die durch sie bezeichnete Einrichtung die Genehmigung, die Ursprungsbezeichnung oder die geographische Angabe zu verwenden, falls der Verstoß gegen die Auflagen des Lastenhefts länger als ein Monat, nachdem dieser Erzeuger oder Verarbeiter davon in Kenntnis gesetzt wurde, fortbesteht; der Erzeuger oder Verarbeiter hat seinerseits das Recht, eine erneute Prüfung durch eine andere Kontrolleinrichtung zu verlangen. Wird die Kontrolle verweigert oder behindert, so wird dies als ein negatives Prüfungsergebnis gewertet.

Art. 14quater - Jede in ihrem berechtigten Interesse betroffene natürliche oder juristische Person, die ihre Niederlassung oder ihren Wohnsitz in der Wallonischen Region hat, kann durch eine ordnungsgemäß begründete Erklärung bei der Regierung Einspruch gegen die beabsichtigte Eintragung einer Ursprungsbezeichnung oder einer geographischen Angabe gemäß der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 einlegen.

Dieser Einspruch ist spätestens fünf Monate nach der in Artikel 6, § 2 der Verordnung (EWG) Nr. 2081/92 angeführten Veröffentlichung des Antrags einzureichen.

Diese Einspruchserklärung ist der Europäischen Kommission innerhalb von sechs Monaten nach der besagten Veröffentlichung zu übermitteln.

Die Regierung legt die Durchführungsbestimmungen des vorliegenden Artikels fest."

Art. 17 - In demselben Dekret wird ein neues Kapitel III eingefügt mit der Bezeichnung "Kapitel III - Die Bescheinigungen besonderer Merkmale, deren Name das gesamte Gebiet der Region oder einen Teil davon bezeichnet gemäß Artikel 5, § 4 der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92".

Dieses Kapitel umfasst den nachfolgenden Artikel:

"Art. 14quinquies - § 1. Das Kapitel II des vorliegenden Dekrets findet ebenfalls Anwendung auf die Bescheinigungen besonderer Merkmale, deren Schutz im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 2082/92 des Rates vom 14. Juli 1992 über Bescheinigungen besonderer Merkmale von Agrarerzeugnissen und Lebensmitteln beantragt wird, wenn der in Artikel 5 dieser Verordnung erwähnte Name einen geographischen Begriff beinhaltet, der das gesamte Gebiet der Wallonischen Region, einen Teil davon oder einen bestimmten Ort innerhalb dieses Gebiets bezeichnet oder aber wenn er in wallonischem Dialekt verfasst ist oder auf eine andere Art und Weise eine Verbindung mit dem genannten Gebiet oder einem Teil dieses Gebiets herstellt.

§ 2. Nur eine Vereinigung ist befugt, bei der Regierung einen Antrag auf Eintragung eines besonderen Merkmals eines Agrarerzeugnisses oder eines Lebensmittels, wie es im vorangehenden Absatz erwähnt wird, einzureichen.

§ 3. Auf Anfrage eines Erzeugers oder Verarbeiters, der in der Wallonischen Region niedergelassen ist, gewährleistet die Regierung, dass der Europäischen Kommission die in Artikel 11, § 3 der vorerwähnten Verordnung erwähnte Erklärung innerhalb der in § 4 desselben Artikels festgelegten Frist übermittelt wird.

Die in Artikel 15, § 2 derselben Verordnung erwähnte Erklärung ist bei der Regierung nach den von ihr festgelegten Durchführungsbestimmungen einzureichen."

Art. 18 - Im Titel des Kapitels V desselben Dekrets wird der Wortlaut "Kapitel V" durch den Wortlaut "Kapitel IV ersetzt".

Art. 19 - In demselben Dekret wird Artikel 15, § 2 durch folgende Bestimmung ersetzt:

"§ 2. Die vor dem Inkrafttreten der Artikel 14 bis 14quinquies nach dem vorliegenden Dekret anerkannten Qualitätszeichen bleiben gemäß den vorher gültigen Bestimmungen während achtzehn Monaten nach diesem Datum anerkannt und geschützt. Die Erzeugervereinigungen, die Inhaber eines wallonischen Qualitätszeichens sind, das vor dem Datum des Inkrafttretens der Artikel 14bis bis 14quinquies gemäß dem vorliegenden Dekret anerkannt wurde, können die Gemeinschaftskollektivmarke beanspruchen, deren Inhaberin die Region gemäß den Bestimmungen der Verordnung (EWG) Nr. 40/94 sein wird, sobald diese hinterlegt worden ist."

Art. 20 - Bis zur Bildung des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die Erzeugnisse, die nicht zu den landwirtschaftlichen Nahrungsmitteln gehören, werden dessen Befugnisse gemäß Artikel 8 des Dekrets vom 7. September 1989 über die Ausstellung des Wallonischen Qualitätszeichens, die Bezeichnung des Lokalen Ursprungs und die Bezeichnung des Wallonischen Ursprungs in seiner durch das vorliegende Dekret abgeänderten Fassung durch die Kraft des vorerwähnten Dekrets eingeführte Kommission für das Qualitätszeichen und die Ursprungsbezeichnungen ausgeübt.

Diese Kommission übt ebenfalls die Befugnisse des wissenschaftlichen Beratungsausschusses für die landwirtschaftlichen Nahrungsmittel aus, bis dieser gemäß Artikel 14bis des genannten Dekrets, der durch das vorliegende Dekret eingefügt wird, eingesetzt worden ist.

Art. 21 - Das vorliegende Dekret tritt am ersten Tag des Monats nach seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.
Namur, den 19. Dezember 2002

Der Minister-Präsident,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,
Th. DETIENNE

Die Ministerin der Beschäftigung und der Ausbildung,
Frau M. ARENA

Sitzungsperiode 2002-2003

Dokumente des Rates : 392 (2001-2002) Nr. 1 bis 3.

Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 18. Dezember 2002.

Diskussion und Abstimmung.

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2003 — 484

[2003/200059]

19 DECEMBER 2002. — Decreet tot wijziging van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst (1)

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Het opschrift van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst wordt gewijzigd als volgt : « Decreet betreffende de aanduiding van lokale oorsprong en de aanduiding van Waalse oorsprong alsmede het toepasselijk maken in het Waalse Gewest van de verordeningen (E.E.G.) nrs. 2081/92 en 2082/92 ».

Art. 2. In hetzelfde decreet wordt het opschrift van hoofdstuk I vervangen door volgend opschrift :

« Oorsprongsbenamingen voor de producten die niet bedoeld zijn in de verordening (EEG) nr. 2081/92 ».

In hetzelfde decreet worden de opschriften « Hoofdstuk II — Gemeenschappelijke bepalingen », « Afdeling I — Het algemene kader », « Afdeling 2 — Opsporing en vaststelling van overtredingen », « Afdeling 3 - Strafbepalingen », « Hoofdstuk III — Aanduiding van lokale herkomst » en « Hoofdstuk IV — Aanduiding van Waalse herkomst » geschrapt.

In hetzelfde decreet worden de woorden « de Gewestexecutieve » of « de Executieve » overal vervangen door de woorden « de Regering ».

Art. 3. Artikel 1, § 1, van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing op de producten die niet bedoeld zijn in de verordening (EEG) nr. 2081/92 van de Raad van de Europese Gemeenschappen van 14 juli 1992 inzake de bescherming van geografische aanduidingen en oorsprongsbenamingen van landbouwproducten en levensmiddelen. »

In artikel 1, § 2, van hetzelfde decreet wordt het woord « decreet » vervangen door het woord « hoofdstuk ».

Art. 4. In artikel 2 van hetzelfde decreet worden de woorden « onder het Waalse kwaliteitslabel » geschrapt.

Art. 5. In artikel 3, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden « volgens het geval » en de woorden « kwaliteits- of » geschrapt.

Art. 6. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1, 1° en 2°, worden de woorden « kwaliteits- of » geschrapt;

2° paragraaf 2 wordt opgeheven.

Art. 7. In artikel 6 van hetzelfde decreet worden de woorden « voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst » geschrapt.

Art. 8. In artikel 7 van hetzelfde decreet, de woorden « de toekenning van de kwaliteitslabels » schrappen en een als volgt luidend lid toevoegen :

« De Regering stelt de procedure vast die gevolgd dient te worden voor het indienen en het behandelen van de aanvraag bedoeld in artikel 7. »

Art. 9. Artikel 8 van hetzelfde decreet wordt vervangen door volgende bepaling :

« Art. 8. § 1. Er wordt een wetenschappelijke adviescommissie ingesteld voor de producten die niet uit de agro-voedingssector afkomstig zijn, waarvan de samenstelling en de statuten door de Regering worden vastgesteld.

§ 2. Die commissie bestaat uit vertegenwoordigers van :

1° universitaire instellingen;

2° centra voor wetenschappelijk onderzoek;

3° instellingen voor hoger niet-universitair onderwijs;

4° de betrokken gewestelijke besturen.

Zij kan ter advisering deskundigen van haar keuze, inzonderheid ambtenaren van een federaal bestuur, uitnodigen om aan haar werkzaamheden deel te nemen.

De Regering stelt de verdeling van de vertegenwoordigers van deze groepen vast. Hij benoemt de vertegenwoordigers voor een bepaalde periode die hernieuwbaar is.

§ 3. De commissie heeft als taak :

1° advies uit te brengen over elk voorstel tot productdossier en wijziging van productdossier dat door de begunstigden van herkomstattest geformuleerd wordt;

2° een algemene bewaking over de certificerende organisaties door te voeren;

3° advies uit te brengen over bevoegdheidsconflicten tussen certificerende organisaties, evenals over de conflicten tussen de certificerende organisaties en de begunstigden van een herkomstattest.

Zij brengt advies uit over de aanvraag binnen de termijn die door de Regering is bepaald; die termijn kan niet korter zijn dan één maand.

Zij brengt eveneens advies uit over elk ander project of vraagstuk dat haar wordt voorgelegd door de Regering.

Indien er geen advies wordt uitgebracht binnen de opgelegde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn. »

Art. 10. Artikel 9 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 11. Artikel 10 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 12. In artikel 11 van hetzelfde decreet worden de woorden « in artikel 12 van » vervangen door het woord « in ».

Art. 13. Artikel 12 van hetzelfde decreet wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 13 van hetzelfde decreet worden de woorden « aanduiding van herkomst » vervangen door de woorden « aanduiding van lokale oorsprong ».

Art. 15. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in paragraaf 1 worden de woorden « hoofdstuk II van dit decreet » vervangen door de woorden « dit hoofdstuk »;

2. in paragraaf 3 worden de woorden « kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst » vervangen door de woorden « bedoeld in artikel 8 »;

3. in paragraaf 3 worden het tweede en het derde lid geschrapt.

Art. 16. In hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk II, luidend als volgt, ingevoegd : « Hoofdstuk II — Oorsprongsbenamingen en geografische aanduidingen voor de producten bedoeld in de verordening (EEG) nr. 2081/92 ».

In dit hoofdstuk worden de nieuwe artikelen 14*bis* tot en met 14*quater* opgenomen.

« Art. 14*bis*. § 1. In de zin van dit artikel en van artikel 14*ter* dient te worden verstaan onder :

« oorsprongsbenaming » : de naam van het Waalse Gewest, van een gedeelte van diens grondgebied of van een bepaalde plaats op diens grondgebied, die wordt gebruikt in de benaming van een landbouwproduct of een levensmiddel :

- dat afkomstig is uit het Waalse Gewest, uit een gedeelte van diens grondgebied of uit die bepaalde plaats;

- en waarvan de kwaliteit of de kenmerken hoofdzakelijk of uitsluitend aan het geografische milieu, dat factoren van natuurlijke en menselijke aard omvat, toe te schrijven zijn en waarvan de productie, de verwerking en de bereiding verricht worden in het bepaalde geografische gebied;

b. « geografische aanduiding » : de naam van het Waalse Gewest, van een gedeelte van zijn grondgebied of van een bepaalde plaats op diens grondgebied, die dient ter aanduiding van een landbouwproduct of een levensmiddel :

- dat afkomstig is van het Waalse Gewest, van een gedeelte van diens grondgebied of van die bepaalde plaats;

- en waarvan een bepaalde hoedanigheid, de faam of een ander kenmerk aan deze geografische oorsprong toegeschreven kan worden en waarvan de productie en/of de verwerking en/of de bereiding in het bepaalde geografische gebied verricht worden.

Gelijkgesteld met een oorsprongsbenaming wordt een al dan niet geografische traditionele benaming voor een landbouwproduct of een levensmiddel dat aan de twee voorwaarden vernoemd in punt a) bovenstaand beantwoordt.

§ 2. De aanvraag tot registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding met het oog op het communautaire beschermingsstelsel krachtens de verordening (EEG) nr. 2081/32 wordt bij de Regering ingediend.

Enkel een groepering of de daartoe krachtens de artikelen 5, § 1, en 15 van bedoelde verordening gemachtigde natuurlijke of rechtspersoon kan de aanvraag indienen. Onder groepering wordt verstaan elke organisatie, ongeacht de rechtsvorm of samenstelling, van producenten en/of verwerkers die betrokken zijn bij hetzelfde landbouwproduct of hetzelfde levensmiddel; andere betrokken partijen mogen van de groepering deel uitmaken.

De aanvraag kan enkel worden ingediend voor de producten of de levensmiddelen die de aanvrager voortbrengt of verkrijgt en die aan de voorwaarden beantwoorden bedoeld in paragraaf 1 van dit artikel om een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding toegewezen te krijgen.

De aanvraag wordt met redenen omkleed en gaat met de nuttige bewijsstukken gepaard. Bij de aanvraag behoren inzonderheid het productdossier vereist bij artikel 4 van de verordening (EEG) nr. 2081/92.

§ 3. De Regering onderzoekt of de aanvraag gerechtvaardigd is overeenkomstig de verordening (EEG) nr. 2081/92; indien dat niet het geval is, wordt van diens met redenen omklede beslissing aan de aanvrager kennis gegeven; indien dat wel het geval is, wordt vastgesteld dat de aanvraag gerechtvaardigd is en dat de oorsprongsbenaming of de geografische aanduiding als overgangsmaatregel door het Waalse Gewest erkend is. Het besluit waarbij eveneens de overmaking van de aanvraag tot communautaire registratie aan de Europese Commissie wordt bevolen, wordt zo spoedig mogelijk in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

§ 4. De Regering stelt de vorm en de inhoud van de aanvraag vast, waarbij rekening gehouden wordt met artikel 4 van de verordening (EEG) nr. 2081/92.

De procedure die gevolgd dient te worden voor de indiening en de behandeling van bedoelde aanvraag wordt eveneens vastgelegd.

§ 5. Er wordt een wetenschappelijke adviescommissie voor de agro-voedingsproducten ingesteld, waarvan de samenstelling en de statuten door de Regering worden vastgesteld.

Die commissie bestaat uit vertegenwoordigers van :

- 1° universitaire instellingen;
- 2° centra voor wetenschappelijk onderzoek;
- 3° instellingen voor hoger niet-universitair onderwijs;
- 4° de betrokken gewestelijke besturen.

Zij kan ter advisering deskundigen van haar keuze, inzonderheid ambtenaren van een federaal bestuur, uitnodigen om aan haar werkzaamheden deel te nemen.

De Regering stelt de verdeling van de vertegenwoordigers van deze groepen vast. Hij benoemt de vertegenwoordigers voor een bepaalde periode die hernieuwbaar is.

§ 6. De commissie heeft als taak :

- 1° advies uit te brengen over elk voorstel tot productdossier en wijziging ervan;
- 2° advies uit te brengen over elk erkend controleplan van een productdossier dat is ingediend door een controle-organisatie met het oog op de erkenning door de Regering;
- 3° de algemene bewaking van de controle-organisaties door te voeren;
- 4° advies uit te brengen over de belangenconflicten tussen de controleorganisaties, alsmede over de conflicten tussen de controleorganisaties en de houders van een gebruiksvergunning voor een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding.

Zij brengt advies uit over de registratie-aanvraag binnen de door de Regering bepaalde termijn; die termijn kan niet minder bedragen dan één maand en niet meer dan drie.

Zij brengt eveneens advies uit over elk ander project of vraagstuk dat haar door de Regering wordt voorgelegd.

Indien er geen advies wordt uitgebracht binnen de opgelegde termijn, wordt het geacht gunstig te zijn.

De Regering bepaalt de werkwijze van de commissie.

§ 7. Elke persoon die een rechtmatig belang aantoonst, heeft toegang tot de aanvraag vanaf de goedkeuring van het besluit waarvan sprake in paragraaf 3 van artikel 14bis tot en met het verstrijken van de zes maanden volgend op de bekendmaking van de aanvraag in het *Publicatieblad van de Europese Gemeenschappen*, overeenkomstig artikel 6, § 2, van de verordening (EEG) nr. 2081/92.

§ 8. Dit artikel is eveneens van toepassing op elke aanvraag tot wijziging van het productdossier van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding, overeenkomstig artikel 9 van de verordening (EEG) nr. 2081/92.

Art. 14ter. § 1. De Regering erkent, overeenkomstig artikel 10 van de verordening (EEG) nr. 2081/92 en volgens de regels die hij vaststelt, de controleorganisaties die ermee belast zijn te onderzoeken of de landbouwproducten en de levensmiddelen die een oorsprongsbenaming of een geografische aanduiding dragen aan het van toepassing zijnde productdossier beantwoorden. Hij stelt de maximumtarieven vast voor de retributies die verschuldigd zijn door de producenten of de verwerkers.

Indien nodig wijst de Regering van ambtswege een controleorganisatie aan voor de behandeling van de aanvraag of het onderzoek naar de bedrijvigheid van een producent of een verwerker.

§ 2. De vergunning voor het gebruik van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding wordt door de Regering, of door de door hem aangewezen organisatie, aan de producent of aan de verwerker afgeleverd, nadat is onderzocht of het productdossier wordt nageleefd. Minstens een maal per jaar wordt grondig onderzocht of het productdossier door de producenten of de verwerkers die een dergelijke vergunning houden, wordt nageleefd, onverminderd andere onderzoeken op andere ogenblikken.

Het resultaat van elk onderzoek wordt door de controleorganisatie enerzijds aan de betrokken producent of verwerker gericht, en anderzijds aan de Regering of aan de door hem aangewezen organisatie.

Indien de Regering of de door hem aangewezen organisatie van mening is dat het onderzoek negatief is, wordt daar onmiddellijk kennis van gegeven aan de betrokken producent of verwerker.

De Regering of de door hem aangewezen organisatie trekt, na de betrokken producent of verwerker gehoord te hebben, de vergunning in voor het gebruik van de oorsprongsbenaming of van de geografische aanduiding als de producent of de verwerker meer dan één maand na kennisgeving nog steeds niet in overeenstemming is; producent of verwerker hebben het recht een door een andere controleorganisatie te verrichten tegenonderzoek te eisen. Gelijkgesteld met een negatief resultaat worden de weigering om het onderzoek toe te laten en de verhindering ervan.

Art. 14^{quater}. Elke natuurlijke of rechtspersoon die rechtmatig betrokken is en wiens verblijf- of woonplaats in het Waalse Gewest gevestigd zijn, kan bij de Regering een met redenen omklede verklaring indienen om tegen de door de Europese Commissie overwogen registratie van een oorsprongsbenaming of van een geografische aanduiding volgens de verordening (EEG) nr. 2081/92 een bezwaar in te dienen.

Het bezwaar wordt aan de Europese Commissie overgemaakt binnen de zes maanden volgend op diezelfde bekendmaking.

De Regering bepaalt de toepassingswijze van dit artikel. »

Art. 17. In hetzelfde decreet wordt een nieuw hoofdstuk III ingevoegd, luidend als volgt : « Hoofdstuk III — Specificiteitscertificaten waarvan de naam het gehele grondgebied of een deel van het grondgebied van het Gewest beoogt, overeenkomstig artikel 5, § 4, van de verordening (EEG) nr. 2082/92 ».

In dat hoofdstuk wordt onderstaand artikel opgenomen :

« Art. 14^{quinquies}. § 1. Hoofdstuk II van dit decreet is eveneens van toepassing op de specificiteitscertificaten waarvan de bescherming aangevraagd wordt krachtens de verordening (EEG) nr. 2082/92 van de Raad van 14 juli 1992 inzake de specificiteitscertificering voor landbouwproducten en levensmiddelen, indien de naam bedoeld in artikel 5 van die verordening een geografische term inhoudt die het gehele grondgebied van het Waalse Gewest of een deel ervan of een bepaalde plaats in dat grondgebied beoogt of indien hij in het Waals is aangegeven of op andere wijze een verband met het gehele grondgebied of een deel ervan suggereert.

§ 2. Enkel een groepering is ertoe gemachtigd bij de Regering een aanvraag in te dienen die ertoe strekt de specificiteit van een landbouwproduct of van een levensmiddel zoals hierboven bedoeld te laten registreren.

§ 3. De Regering zorgt ervoor dat de verklaring bedoeld in artikel 11, § 3, van bovenbedoelde verordening binnen de in paragraaf 4 van hetzelfde artikel gestelde termijn aan de Europese Commissie overgemaakt wordt, op verzoek van elke producent of verwerker die in het Waalse Gewest gevestigd is.

De verklaring bedoeld in artikel 15, § 2, van dezelfde verordening wordt bij de Regering ingediend, op de door deze bepaalde wijze. »

Art. 18. In het opschrift van hoofdstuk V van hetzelfde decreet worden de woorden « Hoofdstuk V » vervangen door de woorden « Hoofdstuk IV ».

Art. 19. In hetzelfde decreet wordt artikel 15, § 2, vervangen door volgende bepaling :

« § 2. De kwaliteitslabels die krachtens dit decreet erkend zijn vóór datum van inwerkingtreding van de artikelen 14^{bis} tot en met 14^{quinquies} blijven erkend en beschermd tijdens achttien maanden na die datum overeenkomstig de bepalingen die voorheen van kracht waren. De producentengroeperingen die eigenaar zijn van een Waals kwaliteitslabel dat krachtens dit decreet erkend is vóór datum van inwerkingtreding van de artikelen 14^{bis} tot en met 14^{quinquies} komen in aanmerking voor het collectieve gemeenschapsmerk waarvan het Gewest eigenaar zal zijn volgens de bepalingen van de verordening (EEG) nr. 40/94 onmiddellijk na deponering ervan. »

Art. 20. Totdat de wetenschappelijke adviescommissie voor de producten die niet uit de agro-voedingssector afkomstig zijn, samengesteld zal zijn overeenkomstig artikel 8 van het decreet van 7 september 1989 betreffende de toekenning van het Waalse kwaliteitslabel, de aanduiding van lokale herkomst en de aanduiding van Waalse herkomst zoals bij dit decreet gewijzigd, worden diens bevoegdheden uitgeoefend door de Commissie voor kwaliteitslabels en aanduidingen van herkomst zoals opgericht krachtens voornoemd decreet.

Diezelfde commissie zal de functies van de wetenschappelijke adviescommissie voor de agro-voedingsproducten uitoefenen, totdat deze commissie samengesteld zal zijn overeenkomstig artikel 14^{bis} van hetzelfde decreet, ingevoegd bij dit decreet.

Art. 21. Dit decreet treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op diens bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 19 december 2002.

De Minister-President,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. M. ARENA

Zitting 2002-2003.

Stukken van de Raad 392 (2002-2003), nrs. 1 tot en met 3.

Volledig verslag, openbare vergadering van 18 december 2002.

Bespreking. Stemming.